

# Mouvement interreligieux et usages d'Internet au Burkina Faso

*Le cas de l'Union fraternelle des croyants (UFC) de Dori*

---

Koudbi Kaboré<sup>1</sup>

**[Résumé]** L'arrivée d'Internet provoque des évolutions dans le rapport aux médias des communautés religieuses. Il y a une volonté de visibilité externe grâce à l'usage d'Internet comme moyen de communication et comme mode de présence. À partir de l'exemple de l'Union fraternelle des croyants de Dori au Burkina Faso, cette contribution analyse l'appropriation d'Internet par des acteurs interreligieux pour sortir de leur isolement et de jouer le rôle d'agents religieux de paix dans le monde. Le cas de l'UFC montre que si les religieux se saisissent du web, l'interreligieux peut être mobilisé pour promouvoir des objectifs sociaux et politiques dans les sphères publiques africaines.

**Mots-clés :** islam, christianisme, Burkina Faso, Internet, dialogue interreligieux.

**[Abstract]** The coming of the Internet causes evolutions in the relation to media of religious communities. There is an external will of visibility thanks to the use of Internet as a means of communication and as a mode of presence. On the basis of the example of the Fraternal Union of Believers of Dori in Burkina Faso, our contribution analyses the appropriation of Internet by interreligious actors to come out of their isolation and to play the role of religious peacemaker in the world. The case of UFC shows that if religious people appropriate the Web, the interreligious movement can be mobilized to promote social and political objectives in African public spheres.

**Keywords:** Islam, Christianity, Burkina Faso, Internet, interreligious dialogue.

## Introduction

Le paysage religieux burkinabè est caractérisé par une médiatisation croissante à la faveur de la déréglementation des télécommunications qui a suivi la libéralisation politique et sociale du début des années 1990. Après la phase des médias classiques (radio et télévision) qui marquèrent la décennie 90 et le début des années 2000 (Savado-go et Gomez-Perez, 2011 ; Samson, 2011), le milieu des années 2000 fut celui de la création de sites web comme voies de prosélytisme et d'affirmation religieuse dans un paysage religieux burkinabè très diversifié et concurrentiel (Gomez-Perez et Madore, 2013 ; Madore, 2016a, 2016b, 2016c). Depuis la résurgence de Boko Haram en 2009 au

---

<sup>1</sup> Université Ouaga I Pr Joseph-Ki-Zerbo (Burkina Faso).

nord du Nigéria et la progression du terrorisme dans les pays du Sahel, particulièrement au Mali et au Burkina Faso<sup>2</sup>, les autorités publiques sollicitent les leaders religieux afin qu'ils s'investissent dans la sécurité pour aider à lutter contre le terrorisme. La mobilisation contre le terrorisme devient alors une des formes de réinvestissements du politique par les religieux, qui s'accompagne d'une quête de visibilité dans l'espace public et médiatique. Internet devient pour nombre d'acteurs religieux le champ d'action privilégié d'un nouveau militantisme, celui de l'interreligieux.

Cet article analyse les usages d'Internet au sein de l'Union fraternelle des croyants (UFC), un mouvement interreligieux implanté à Dori, une ville à majorité musulmane du nord du Burkina Faso<sup>3</sup>. Portée conjointement par la grande Mosquée et l'Église catholique, l'UFC intervient dans la promotion du dialogue interreligieux et du développement local. L'Église catholique a été à l'initiative de ce mouvement créé dans les années 1960 et continue de jouer un rôle déterminant dans l'orientation et le financement de ses activités (Langewieche, 2011 ; Kaboré, 2016). En 2011, les acteurs de l'UFC intègrent Internet dans leurs pratiques de communication. Dans un contexte où l'engagement dans les échanges interreligieux apporte des bénéfices de reconnaissance et de visibilité, la création d'un site web par les acteurs de l'UFC interroge. Comment se représentent-ils Internet ? Quels usages en font-ils ? Quelles sont les logiques religieuses, sociales et politiques de l'appropriation d'Internet ?

L'interreligieux en ligne peut être étudié au prisme de la sociologie des usages (Chambat, 1994 ; Jouët, 2000), qui donne à voir la centralité que prennent les enjeux de pouvoir et les logiques marchandes de l'insertion d'Internet dans la sphère religieuse. Et même si Internet ne remplace pas une pratique religieuse (Campbell, 2013), le concept de *network community* développé par Heidi A. Campbell (*Ibid.*) peut être mis en avant comme un outil d'investigation empirique pour articuler les pratiques sociales et les pratiques en lignes d'acteurs interreligieux. L'utilisation de ce concept revient, selon Pierre Chambat (1994), à ne pas privilégier les pratiques de communication en ligne, mais de prêter également attention aux pratiques existantes, avec lesquelles Internet interfère, prend en charge et réaménage.

Nous considérons les acteurs de l'UFC comme une minorité interreligieuse active, qui cherche à avoir une place plus importante dans l'espace public, et qui s'engage dans une lutte pour la visibilité médiatique, mais aussi pour la rente sécuritaire. Pour étayer cette thèse, nous avons opté pour une approche qualitative centrée sur des observations et des entretiens afin de « dégager la signification des actes de communication » des acteurs (Jouët, 2000 : 514). Nous avons consulté le site web<sup>4</sup> et la page Face-

---

<sup>2</sup> Le pays fait face à des attaques terroristes répétées depuis 2016. Les plus douloureuses ont été les attentats de Ouagadougou le 16 janvier 2016, revendiqués par AQMI, et l'attaque de Nassoumbou contre une position de l'armée le 20 mars 2017 par Ansarul Islam, branche locale du terrorisme islamique.

<sup>3</sup> L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD, 2006 : 94) indique 96 % de musulmans contre 0,8 % de chrétiens dans la région.

<sup>4</sup> Consulté le 10 décembre 2017, URL : [www.ufc-dori.org](http://www.ufc-dori.org).

book<sup>5</sup> de l'organisation pour identifier les discours, les porteurs des discours et analyser leurs contenus. Quant aux entretiens, ils ont été réalisés entre 2012 et 2015 à Dori et à Ouagadougou auprès des membres du bureau de l'UFC, du clergé catholique et de jeunes militants interreligieux. Les entretiens font émerger les représentations des acteurs et leurs usages du web.

Dans une première partie, nous analyserons dans une perspective historique la relation ancienne de l'UFC et les *mass médias*. En montrant comment la médiatisation d'une crise humanitaire a conduit à la « fabrique » d'une association de solidarité à travers laquelle s'affirme l'hégémonie de l'Église catholique au Sahel, cette analyse permettra de comprendre dans une deuxième partie plus contemporaine, les logiques d'appropriation et les usages d'Internet par les religieux de l'UFC.

## 1. La famine de 1969-1973 et son exploitation par l'Église catholique

La façon dont certains acteurs religieux s'approprient aujourd'hui Internet éclaire la façon dont ils ont utilisé les *mass médias*, la presse écrite et la radio notamment. La médiatisation de la famine de 1969-1973 dans le Sahel voltaïque offre une clé pour comprendre toutes les logiques humanitaires, religieuses et politiques du recours aux médias d'acteurs religieux comme les musulmans et les catholiques réunis au sein de l'UFC à Dori.

### 1.1. La famine et sa mise sur agenda par l'Église catholique

À l'installation des missionnaires catholiques en 1960 à Dori, après plusieurs tentatives dès 1900<sup>6</sup>, l'autorité musulmane a imposé des restrictions à leur action. Ils devaient circonscrire leur action dans l'accompagnement spirituel de la minorité catholique<sup>7</sup> et éviter le prosélytisme et toute conversion à l'islam. Pour ne pas perdre le territoire qu'ils ont longtemps convoité, les missionnaires se contentèrent de cette « cohabitation antagoniste » (Hayden, 2002)<sup>8</sup> dans l'attente d'un moment favorable pour négocier autrement la présence de l'Église dans ce milieu musulman. Ce moment favorable a été la famine de 1969.

---

<sup>5</sup> Consulté le 10 décembre 2017, URL : <https://web.facebook.com/Union-Fraternelle-des-Croyants-UFC>.

<sup>6</sup> L'installation fut refusée par l'administration française au motif que l'action des missionnaires allait provoquer des révoltes préjudiciables à l'ordre colonial dans la région.

<sup>7</sup> Estimée à une trentaine par René-Luc Moreau (1964).

<sup>8</sup> Il y a « tolérance antagoniste » selon Robert M. Hayden lorsque dans une région, les membres du groupe religieux dominant décident de supporter la présence des religions minoritaires qu'ils ont accueillies sans les embrasser.

En effet, comme la plupart des pays de la bande sahélo-saharienne, le Sahel voltaïque est frappé par une grande sécheresse en 1969. Face à la faiblesse de l'État, l'Église catholique a pris le devant de la solidarité en vue de soutenir les populations au nom des valeurs dont elle se réclame (Enée, 2010). Grâce à ses réseaux missionnaires, la paroisse a obtenu de l'aide qui a permis de soulager la souffrance des populations de Dori et de ses environs pendant les deux premières années de la famine<sup>9</sup>. Alors que la sécheresse se prolongeait, certaines figures de la communauté musulmane se joignirent au Père Lucien Bidaud, missionnaire français de la Congrégation des Rédemptoristes et curé de la paroisse, pour former un groupe informel en vue de mieux coordonner l'action de solidarité. C'est de ce comité de distribution de l'aide qu'est née l'Association fraternelle d'entraide :

Conscients de tout ce qui nous rapproche fraternellement dans la foi, à l'intérieur de nos confessions religieuses différentes ; conscients que Dieu ne peut diviser les hommes ; conscients que celui qui est de Dieu ne peut agir que selon Dieu ; conscients aussi que notre Foi au Dieu Amour et miséricorde ne peut être vraie sans un authentique engagement au service de nos frères ; après consultation de la communauté musulmane, et de la communauté chrétienne de Dori et de Gorom-Gorom, a été décidée la création d'une Association fraternelle d'entraide<sup>10</sup>.

La création de cette organisation interconfessionnelle correspondait au désir de Lucien Bidaud, la personnalité centrale du groupe institué, de parvenir au dialogue avec les musulmans dans un cadre œcuménique ou interreligieux selon les orientations de Vatican II (Moreau, 1964). Mais elle n'était pas suffisante pour parvenir à une reconnaissance par les musulmans de l'Église et de son intégration dans le paysage religieux de Dori. Pour que l'organisation survive à la situation qui l'a vue naître, le maintien de la coopération appelait un travail de légitimation. La voie empruntée a été la recherche d'une grande visibilité, qui s'est traduite par deux dynamiques complémentaires : la mobilisation et la médiatisation.

## 1.2. Le recherche de reconnaissance

Dans son analyse de la réforme des études médicales et des structures hospitalières en France, Haroun Jamous (1968) a montré que lorsqu'il existe une exigence sociale forte au sein d'une société globale, il est possible de susciter une mobilisation et une implication importante de couches sociales ou de groupements tenus jusque-là à

<sup>9</sup> Sidibe Amadou Gourovo et André Marty, 1980, rapport d'évaluation des activités de l'Union fraternelle des croyants (UFC) de Dori (Haute-Volta), Dori, Archives du Gouvernorat du Sahel, Archives non classées.

<sup>10</sup> Statuts de l'UFC, 6 décembre 1974, Archives du gouvernorat de Dori, Archives non classées.

l'écart des décisions autour de solutions de rechange. Dans le contexte de Dori, la dynamique de mobilisation pouvait être entreprise avec plus de facilité d'autant plus que la famine se prolongeait et rendait encore plus forte les attentes des populations vis-à-vis de l'organisation. Or, dans les organisations interconfessionnelles comme l'UFC, la mobilisation est généralement une entreprise difficile. Le rassemblement de musulmans et de catholiques au sein d'une structure, fut-elle de bienfaisance, passait mal parmi la population musulmane. Les réticences venaient même des porte-parole de la communauté musulmane, véritables relais de l'organisation auprès de la population. Ceux-ci demandaient à ce que la contribution des musulmans soit valorisée. Le passage de l'Association fraternelle d'entraide en Union fraternelle des croyants en 1972 satisfaisait cette élite musulmane et donnait à l'association une identité interreligieuse plus inclusive, plus porteuse de valeurs et de sens (Kaboré, 2006).

La deuxième dynamique est celle de la médiatisation. Dynamique liée à la mobilisation collective, l'inscription de la famine sur l'agenda des autorités publiques ne pouvait rencontrer de succès qu'à travers une promotion médiatique qui lui donne une forte audience. Le soutien de l'opinion est alors recherché à travers une campagne médiatique contre ce que Lucien Bidaud appelait l'inertie du gouvernement face à la souffrance des populations du Sahel<sup>11</sup>. Pour rallier l'opinion nationale à leur cause, les moyens du missionnaire ont été d'abord les lettres qu'il adressait aux églises et qui étaient lues lors du culte du dimanche. Comme le révèle Mikaël Albus (2001) dans la biographie qu'il lui a consacrée, Lucien Bidaud lui-même n'hésitait pas à aller à Ouagadougou pour célébrer des messes et donner des conférences pendant lesquelles il dénonçait l'attitude du gouvernement, faisait des témoignages sur le sort des populations de la région et appelait les Voltaïques à aider les Sahéliens.

Des journalistes internationaux, qui ont trouvé dans l'activisme de Lucien Bidaud un filon sensationnel pour lancer leurs journaux, se mirent à relayer ses discours et les actions de l'UFC. Leurs témoignages suscitèrent une vive émotion en Europe et une chaîne de solidarité en soutien à l'UFC et au gouvernement voltaïque s'est très vite mise en place. Des journalistes comme Mikaël Albus ont contribué à l'internalisation de la famine. Tantôt au Sahel pour couvrir la crise, tantôt à Ouagadougou pour suivre les interventions publiques de Lucien Bidaud, ce reporter allemand ne voulait laisser échapper aucun détail marquant, ni aucun témoignage captant l'attention. En faisant passer une simple disette<sup>12</sup> pour une crise humanitaire ; la presse internationale a ainsi aidé l'UFC à acquérir une reconnaissance et à apparaître comme un interlocuteur crédible vis-à-vis des pouvoirs publics. Elle a été le répondant local légitime des donateurs dans la gestion de l'aide internationale au Sahel de 1969 à 1985, suppléant ainsi au déficit de l'État dans le secteur de la solidarité et du

---

<sup>11</sup> Correspondance de Lucien Bidaud au ministre de l'Intérieur, Dori, Archives du Gouvernorat du Sahel, Archives non classées, non daté.

<sup>12</sup> Selon le gouvernement voltaïque.

développement local (Enée, 2010 ; Kaboré, 2016). À la disparition de Lucien Bidaud en 1987, l'organisation connut des crises successives jusqu'en 1999, date à laquelle les acteurs décidèrent de repartir sur de nouvelles bases (Kaboré, 2016).

La logique de la médiatisation ne relevait pas seulement de la nécessité ressentie de témoigner, de dénoncer et d'attirer des dons. Elle entraînait également dans une stratégie de mobilisation des médias de masse pour acquérir une visibilité et conforter la position de l'Église au Sahel. Cet objectif a semblé être atteint. En effet, l'institutionnalisation du dialogue a d'une part conféré une reconnaissance de la présence chrétienne et, d'autre part, c'est à travers l'UFC que l'Église a négocié et négocie encore les modalités de sa présence au milieu des musulmans. Au fur et à mesure que le nombre de ses fidèles augmentait à Dori et que des minorités catholiques se fixaient dans ses environs, l'autorité religieuse lui concéda le droit de construire des lieux de culte par-tout dans le Liptako pour le besoin de ses fidèles.

Avec la médiatisation de la mobilisation des membres de l'UFC commença une construction médiatique de l'islam et du christianisme en Haute-Volta, qui a donné lieu à une surexploitation politique de l'alliance de la Mosquée et de l'Église pour le développement. Plus encore, l'union des musulmans et des chrétiens dans le Sahel renforçait l'image déjà admise d'une Haute-Volta où la cohabitation religieuse était pacifique. Au Vatican, on a pu même penser que *Nostra aetate* faisait déjà son chemin en Haute-Volta et que c'est de ce pays que partirait le dialogue de l'Église avec l'islam en Afrique de l'Ouest. D'où le choix en 1974 de la Haute-Volta pour abriter la première rencontre régionale d'Afrique de l'Ouest francophone consacrée au dialogue avec l'islam<sup>13</sup>. Pour le Cardinal Sergio Pignedoli, le pays le mieux indiqué pour cette cession interreligieuse était bien la Haute-Volta<sup>14</sup>.

Or, pour fondamentale qu'ait pu être la fabrique médiatique de l'œcuménisme, son intérêt est resté faible. Dans le reste de la Haute-Volta, la concurrence entre musulmans et chrétiens et les rivalités sourdes, qui opposaient leurs représentants depuis l'époque coloniale (Bouron, 2012), ne permettaient pas de poursuivre l'élan d'œcuménisme amorcé à Dori, comme le reconnaissait implicitement l'archevêque de Ouagadougou :

Nous sommes fiers du choix que vous avez fait de notre ville pour cette réunion et nous ne pouvons qu'acquiescer au désir de Votre Eminence, moyennant toutefois certaines petites précautions : en effet, compte tenu des condi-

---

<sup>13</sup> Lettre du Cardinal Sergio Pignedoli, Président du Secrétariat pour les non-chrétiens au cardinal Paul Zoungana, Vatican, 25 octobre 1973, Archives de l'Archevêché de Ouagadougou, X01.

<sup>14</sup> Lettre du Cardinal Sergio Pignedoli, Président du Secrétariat pour les non-chrétiens au cardinal Paul Zoungana, *op. cit.*

tions dans lesquelles se développe l'Islam en Haute-Volta, nous devons veiller à ne pas donner trop de publicité aux questions traitées<sup>15</sup>.

S'il apparaît que la hiérarchie catholique affichait de la réserve au sujet de l'œcuménisme à Dori, les acteurs de l'UFC avaient mesuré les effets de la médiatisation et avaient compris que pour se maintenir, ils devaient loger la communication médiatique au cœur de leur organisation.

## 2. L'UFC sur le Web

L'appropriation d'Internet par des acteurs interreligieux interroge les représentations qu'ils ont de cet objet numérique et les usages qu'ils en font.

### 2.1. Des représentations ambivalentes

Entre catholiques et musulmans, les représentations restent largement ambivalentes. La partie catholique s'aligne sur la position officielle de l'Église. Celle-ci recommande aux responsables ecclésiastiques d'apprendre à connaître les médias et à utiliser les potentialités de l'« ère informatique » pour explorer des opportunités de coopération œcuménique et interreligieuse en ce qui concerne son utilisation<sup>16</sup>. En raison du manque de texte de référence, les représentations auprès du partenaire musulman s'élaborent selon l'air du temps. S'ils ne nient pas qu'Internet présente des avantages certains pour la visibilité de leurs actions, ils veulent d'abord savoir quelle direction à adopter :

L'UFC n'est pas étrangère aux médias, vous le savez. Nous avons créé un service de communication pour la recherche de la visibilité. Mais nous sommes des religieux et en toute chose nous devons savoir où nous posons les pieds. Concernant Internet, nous avons observé cette prudence avant de consentir à son utilisation<sup>17</sup>.

La prudence affichée par le partenaire musulman reflète un rapport de force quant à l'action à entreprendre et se situe dans une coopération interreligieuse où la minorité catholique semble dominer (Langewieche, 2011). Elle est révélatrice de ce que souligne Josiane Jouët (2000) au sujet des enjeux de pouvoir des TIC au moment de leur intro-

---

<sup>15</sup> Lettre du cardinal Paul Zougrana au cardinal Sergio Pignedoli, Ouagadougou, 21 novembre 1973, Archives de l'Archevêché de Ouagadougou, X01.

<sup>16</sup> Conseil pontifical pour les communications sociales, « L'Église et Internet ». En ligne, consulté le 9 janvier 2015. URL : [www.vatican.va/roman\\_curia/pontifical\\_councils/pccs/documents/rc\\_pc\\_pccs\\_doc\\_20020228\\_church-internet\\_fr.html](http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/pccs/documents/rc_pc_pccs_doc_20020228_church-internet_fr.html).

<sup>17</sup> Hamidou Dicko, vice-président de l'UFC, répondant du grand Imam au Conseil d'administration de l'UFC, Dori, 8 avril 2013.

duction dans un contexte social ou organisationnel donné : « Les TIC sont en effet des objets symboliques qui constituent des enjeux de pouvoirs » (p. 508). Après la réserve des premiers moments, la position officielle de l'organisation fut adoptée, soit celle d'utiliser Internet pour se positionner dans un monde où les conflits les interpellent ainsi que d'être visible et de porter leur expérience à tous les peuples du Burkina Faso et partout en Afrique et dans le monde<sup>18</sup>. Ici émerge une vision d'Internet associée à l'idée de leadership et d'engagement, qui s'enracine sans doute dans leur passé récent avec les médias de masse.

La résurgence en 2009 de Boko Haram au nord du Nigéria favorisa la création du site web. Car à Dori, ville héritière des révolutions islamiques du début du XIX<sup>e</sup> siècle, où les Peuls fondateurs de l'émirat du Liptako (1810-1895) ont pris l'étendard du jihad auprès d'Ousman dan Fodio, on craint le retour des solidarités religieuses et ethniques. Lors de nos enquêtes, alors que le nord du Mali était sous occupation djihadiste, nous avons pu remarquer que la menace islamiste était ressentie aussi bien chez les musulmans que chez les chrétiens de la ville. Pour soustraire la ville de l'influence éventuelle de Sokoto, les acteurs de l'UFC mettent au-devant de leurs actions des objectifs de paix, qui se conjuguent au travail économique. Ainsi, Internet se présente en rempart contre le discours de réislamisation que les islamistes tentent d'imposer dans les pays à majorité musulmane, comme le laisse transparaître le discours de présentation du site :

Soyez les bienvenus sur notre site ! C'est un grand honneur pour nous, Grand Imam de Dori et Evêque de Dori, de vous souhaiter la bienvenue sur le site web de l'Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-DORI). L'UFC-Dori est, depuis 1969, un exemple vivant de dialogue interreligieux entre la communauté musulmane et la communauté catholique au Sahel du Burkina Faso. Pour l'Union, le dialogue interreligieux et interculturel est le fondement essentiel de la paix et de la compréhension entre les peuples et les nations. Aussi au regard de l'actualité de nos jours marquée par des violences de tous ordres, dont la plupart sont issues de l'intolérance religieuse, politique, d'opinion, etc., la contribution et le partage des belles expériences deviennent un devoir religieux et moral [...] Convaincue de la noblesse de ses actions en matière de dialogue de vie, l'UFC-DORI a depuis 2011, mis en place ce site web dans le but de partager avec le reste du monde son expérience de dialogue de vie<sup>19</sup>.

L'expérience à partager est un dialogue pratique (selon leurs termes), basé sur une tradition quadragénaire « de travail ensemble<sup>20</sup> ». La conception du site web suit le schéma général des sites des associations de solidarité. On y trouve une présentation

<sup>18</sup> UFC, Actes de la sixième assemblée générale, 22 mai 2004, p. 16-17.

<sup>19</sup> Message de bienvenu conjoint du grand Imam et de l'évêque de Dori aux internautes, l'intégralité sur le site web de l'UFC.

<sup>20</sup> Tidjani Cissé, noble musulman, membre du bureau de l'UFC, Dori, 29 janvier 2015.

de l'UFC, une revue de presse qui informe sur ses activités, un médiateur qui contient les images mémorables et un intranet servant de forum de discussion, le tout régulièrement mis à jour par un chargé de communication. Les images et les textes sont soigneusement traités avant leur mise en ligne. Ils véhiculent un discours qui s'inscrit dans des articulations globales : la non-violence, la paix, la coopération interreligieuse, la reconnaissance des minorités religieuses, etc., mais dont les destinataires sont locaux : les jeunes, les leaders religieux, les décideurs politiques d'Afrique de l'Ouest. Les usages d'Internet par les acteurs de l'UFC sont au carrefour des enjeux politiques locaux et des stratégies marchandes sur le marché mondial de l'interreligieux.

## 2.2. Des usages au carrefour des enjeux politiques et des stratégies marchandes

Le terme « usage » est invariablement utilisé pour celui d'emploi, d'utilisation, de pratique ou encore d'appropriation. Tenant compte de l'avertissement de Pierre Chambat (1994) au sujet de son ambiguïté quand il est utilisé pour « repérer, décrire, et analyser des comportements et des représentations relatifs à un ensemble flou : les NTIC » (p. 250), nous épousons ici le sens courant du concept, à savoir que les usages des médias désignent les pratiques ou les façons de se servir des médias. Ainsi définis, les usages d'Internet par les acteurs de l'UFC renvoient à l'utilisation qu'ils en font.

Les usages restent d'abord tributaires des enjeux politiques locaux. Il s'agit pour les acteurs de promouvoir le dialogue interreligieux, puis de susciter et fédérer la résistance aux discours extrémistes. L'idée première est celle qui veut qu'Internet puisse contribuer à transformer les rapports interreligieux en Afrique de l'Ouest. Cela passe par diverses manières. On peut avoir la mise en ligne d'images de la bonne entente religieuse comme celles qui relatent les rencontres au sommet entre le grand Imam et l'évêque, des visites d'amitié réciproques dans les lieux de culte, ou encore celle de chrétiens et de musulmans unis autour d'une unité de production, qui « permet aux autres de voir ce qui se fait et se dit ici, pour leur dire que c'est aussi possible chez eux<sup>21</sup> ». Cela peut aussi se faire sous la forme de texte ou de déclaration pour dégager une position dans les situations « d'instrumentalisation de la religion » comme c'était le cas au nord du Nigéria en 2012 :

[...] Au regard des exactions au Nigéria, nous croyants, nous posons cette question : au nom de quel Dieu et au nom de quelle foi les uns et les autres interagissent ? [...] La formation boko haram attaque aussi bien Eglises que Mosquées. Malheureusement le phénomène mal compris est en train de se ramifier et s'étend à d'autres régions. Par la présente, nous leaders religieux

---

<sup>21</sup> Stanislas Balo, Curé de la paroisse Sainte Anne de Dori représentant l'évêque de Dori au Conseil d'administration de l'UFC, Dori, 23 janvier 2014.

Chrétiens et Musulmans membres engagés depuis quarante-trois (43) ans avec l'organisation interconfessionnelle Union Fraternelle des Croyants (UFC) dans la culture de la promotion du dialogue et de la tolérance interreligieuse et inter-culturels : condamnons avec fermeté les différentes violences perpétrées au nom de Dieu ; refusons que le nom du Dieu Unique soit mis en exergue pour justifier de tels actes ignobles ; réfutons le prétexte de leur foi avancé par les auteurs. Pour notre part, les causes réelles restent à identifier, car ni la Bible, ni le Coran n'incite à la violence<sup>22</sup>.

On peut se poser la question de savoir ce que vaut la parole de gens qui s'expriment derrière un écran. Pour François Ramdé, coordonnateur de l'UFC, qui reconnaît l'impersonnalité d'Internet (Jonveaux, 2007 : 169-170), l'objectif de la déclaration était de susciter des réactions et des adhésions qui puissent donner lieu à un engagement réel. Et d'insister sur la portée politique de cette sortie pour l'UFC : « Elle fut pour nous la porte d'entrée à l'international pour être pris en compte dans les questions interreligieuses. La preuve c'est qu'après sa diffusion, nous avons été invités par plusieurs organisations internationales pour partager notre expérience<sup>23</sup>. »

La deuxième idée consiste à s'engager dans des actions citoyennes contre l'extrémisme violent. Faisant leur l'idée d'Isabelle Jonveaux (2007 : 169) qu'une communauté élaborée sur le net ne soit pas réellement une communauté (inter)religieuse, les acteurs de l'UFC alignent leur engagement en ligne sur des actions concrètes. La collaboration avec les puissances engagées dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel comme les États-Unis<sup>24</sup> et les organisations internationales (CÉDÉAO<sup>25</sup>, Union africaine, Nations Unies) se comprend dans cette perspective selon François Ramdé<sup>26</sup>.

Les usages prennent aussi place dans les stratégies marchandes et de leadership sur le marché mondial de l'interreligieux. Le soutien aux États et aux organisations internationales procure des retombées financières que François Ramdé situe au niveau des projets : « Il y a des retombées financières qui ne parviennent pas directement à l'UFC, mais à travers le financement de projets. Par exemple, cette année nous avons soumis un projet au Département d'État [des États-Unis] via l'ambassade. Nous avons acquis le financement pour réaliser des activités au niveau national<sup>27</sup>. »

La captation de ressources extérieures permet ainsi aux religieux de l'UFC de conduire des activités d'envergure sur le terrain comme la caravane des jeunes pour la

<sup>22</sup> Déclaration de l'UFC sur les violences interreligieuses au Nigéria en 2012. L'intégralité sur son site, de même que les autres déclarations sur la Centrafrique et le Niger.

<sup>23</sup> François Ramdé, coordonnateur de l'UFC, Dori, 13 août 2013.

<sup>24</sup> Le Département d'État soutient financièrement leurs activités depuis 2013.

<sup>25</sup> Le partenariat avec la CÉDÉAO remonte à 2015. L'UFC fait partie des organisations confessionnelles qui contribuent à la mise en œuvre de son manuel d'éducation à la paix et au civisme.

<sup>26</sup> Entretien du 2 février 2015.

<sup>27</sup> Entretien du 13 août 2013.

paix<sup>28</sup> et les stages nationaux<sup>29</sup>. Si du côté des responsables, on place de telles activités dans la seule volonté de promouvoir les idéaux de dialogue et de paix, chez certains jeunes militants comme Souleymane Sawadogo, les propos ne cachent pas le désir de leadership : « Si l'UFC ne sort pas, si elle ne s'exporte pas plus que ce qu'on voit, le dialogue irait ailleurs demain. Parce qu'aujourd'hui, ceux qui parlent plus sont ceux qui ne pratiquent pas le dialogue interreligieux<sup>30</sup>. »

Au-delà des idéaux que les responsables professent, ils tentent à travers les projets qu'ils réalisent, de renforcer leur position d'acteurs de la paix interreligieuse en Afrique de l'Ouest. Leurs interventions comportent donc des enjeux de pouvoir, si ce n'est d'intérêts plus matériels. En cela, le concept de « courtiers locaux du développement » (Olivier de Sardan et Bierschenk, 1993) peut bien s'appliquer aux acteurs de l'UFC.

## Conclusion

Les usages d'Internet par les acteurs interreligieux de l'UFC s'inscrivent dans une histoire déjà constituée de pratiques sociales et de communication. Au début de l'apparition du mouvement dans les années 1960, ces acteurs ont recherché, à travers la médiatisation, une reconnaissance en tant que mouvement construit autour de la gestion de la famine. La presse internationale l'a aidé à exister, mais également à acquérir de la légitimité. Lorsqu'ils intègrent Internet dans leurs pratiques de communication en 2011, ils avaient déjà mesuré les effets de la médiatisation. Dans un contexte ouest-africain marqué par des attaques terroristes et où l'interreligieux devient un puissant motif d'engagement d'acteurs confessionnels et non confessionnels, les religieux de l'UFC utilisent Internet pour se faire connaître, se positionner comme acteur de la paix interreligieuse en Afrique de l'Ouest et capter les fonds des organisations internationales pour la sécurité au Sahel. Les usages d'Internet s'inscrivent alors dans un rapport de force politico-religieux, entre l'UFC et les autres acteurs, mais ils entrent également dans une stratégie d'intégration et de visibilité de l'Église catholique au Sahel ; stratégie moins explicite certes, mais présente au regard de sa place prépondérante dans l'organisation.

Si l'UFC bénéficie d'une large audience, c'est, selon le Père Joseph Clochard<sup>31</sup>, grâce au statut d'autorité et d'acteurs engagés du grand Imam et de l'évêque. De leurs images de représentants de communautés religieuses témoignant de leur engagement à partir de leurs propres expériences et de leurs pratiques au quotidien émanent un

---

<sup>28</sup> Qui a traversé des régions du Burkina Faso, du Niger et du Mali du 3 au 16 juillet 2013.

<sup>29</sup> Comme celui qui s'est déroulé du 23 au 28 juin 2014 à Ouagadougou sous le thème : « comment les religions peuvent contribuer au mieux vivre ensemble ? ».

<sup>30</sup> Jeune musulman, Ouagadougou, 24 juin 2014.

<sup>31</sup> Administrateur du diocèse de Dori, Dori, 30 mai 2012.

charisme et un prestige certains, qui confèrent une légitimité au discours de l'UFC dans l'espace médiatique. Il reste à nous interroger sur la portée réelle des actions d'un mouvement contraint de faire face à la radicalisation islamique et à la menace d'Ansarul Islam sur son propre terrain.

## Bibliographie

- ALBUS M. (2001), *Le Père Lucien Bidaud (1930-1987). Missionnaire rédemptoriste au Sahel (Dori-Burkina Faso)*, Düsseldorf, Éditions Patmos.
- BOURON J.-M. (2012), « D'un discours à l'autre », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 158, p. 33-52.
- CAMPBELL H. A. (dir.) (2013), *Digital Religion*, Londres/New York, Routledge.
- CHAMBAT P. (1994), « Usages des technologies de l'information et de la communication (TIC) : évolution des problématiques », *Technologies de l'information et société*, vol. 6, n° 3, p. 249-270.
- ENEE G. (2010), « Les ONG au Burkina Faso : une référence dans le champ du développement en Afrique subsaharienne ? », *Eso-Caen*, n° 30, p. 43-54.
- GOMEZ-PEREZ M., MADORE F. (2013), « Prêcheurs(ses) musulman(e)s et stratégies de communication au Burkina Faso depuis 1990. Des processus différenciés de conversion interne », *Théologiques*, vol. 21, n° 2, p. 121-157.
- HAYDEN, R. M. (2002), « Antagonistic Tolerance: Competitive Sharing of Religious Sites in South Asia and the Balkans », *Current Anthropology*, vol. 43, n° 2, p. 205-231.
- JAMOUS H. (1968), « Contribution à une sociologie de la décision », *Revue française de sociologie*, vol. 53, n° 2, p. 195-224.
- JONVEAUX I. (2007), « Une retraite de carême sur Internet », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 139, p. 157-176.
- JOUËT J. (2000), « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, p. 487-521.
- KABORE K. (2016), *Les relations interreligieuses institutionnalisées au Burkina Faso : le cas de l'Union fraternelle des croyants dans le Sahel de 1960-2006*, thèse de doctorat, Université de Ouagadougou.
- LANGEWIESCHE K. (2011), « Le dialogue interreligieux au service du développement : élites religieuses et santé publique au Burkina Faso », *Bulletin de l'APAD*, n° 33, p. 91-119.

- MADORE F. (2016a), *La construction d'une sphère publique musulmane en Afrique de l'Ouest*, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval, Hermann.
- MADORE F. (2016b), « Islam, médias, mise en place du Sénat et article 37 de la Constitution : changement de paradigme au Burkina Faso (1991-2014) ? », *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, vol. 50, n° 1, p. 7-27.
- MADORE F. (2016c), « L'islam ivoirien et burkinabé à l'ère du numérique 2.0 », *Journal des anthropologues*, n° 146-147, p. 151-178.
- MOREAU L. R. (1964), « Les Marabouts de Dori », *Archives de sociologie des religions*, n° 17, p. 113-134,
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., BIRSCHENK T. (1993), « Les courtiers locaux du développement », Bulletin de l'APAD, n° 5. En ligne, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://apad.revues.org/3233>.
- SAMSON F. (2011), « La guerre des ondes comme mode de prosélytisme. La Ahmadiyya et les médias au Burkina Faso », *Ethnographiques.org*, n° 22.
- SAVADOGO M., GOMEZ-PEREZ M. (2011), « La médiatisation des prêches et ses enjeux. Regards croisés sur la situation à Abidjan et à Ouagadougou », *Ethnographiques.org*, n° 22.

